



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

rythmes scolaires

Question au Gouvernement n° 1136

Texte de la question

RÉFORME DES RYTHMES SCOLAIRES

M. le président. La parole est à Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Puisque M. le ministre de l'éducation ne répond pas aux questions qui lui sont posées au sujet de la réforme des rythmes scolaires, j'adresserai la mienne à M. le Premier ministre. Depuis plusieurs semaines, nous constatons la mise en œuvre d'une réforme imposée à marche forcée.

Sur ce point, je voudrais vous livrer l'écho de quelques témoignages. Nous avons des enfants déboussolés et fatigués, notamment les plus petits (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), dont certains sont réveillés alors qu'ils sont en train de faire la sieste, au motif qu'il est l'heure d'aller pratiquer telle ou telle activité. Nous avons des parents inquiets, qui ne savent pas ce que font leurs enfants, ni avec qui (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. Allons, mes chers collègues, on se calme !

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Nous avons des enseignants qui se sentent méprisés et essaient, tant bien que mal, de pallier les difficultés et les ratés de la réforme. Tous se posent les mêmes questions, monsieur le Premier ministre : pourquoi ? À quoi tout cela sert-il ?

M. Nicolas Bays. Comment ça se passe à Longjumeau ?

M. le président. Monsieur Bays !

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Devant ces difficultés, votre ministre dit que ce n'est pas sa faute, mais celle des milliers d'enseignants, de parents, de responsables associatifs, qui n'ont pas compris sa réforme.

À Paris, la majorité sortante, qui s'applique à être, là comme ailleurs, la meilleure élève de la pire des politiques, en anticipant cette réforme (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), nous dit : « C'est un succès, puisque 95 % des enfants vont aux activités !

M. Bernard Roman. Et à Longjumeau ?

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Monsieur le Premier ministre, vous rendez-vous compte de l'absurdité de cette réponse ? Vous rendez-vous compte que les familles n'ont pas le choix ? C'est comme si on disait « Notre politique de matraquage fiscal est un succès, puisque les Français sont bien obligés de payer leurs impôts » ou « le RER B fonctionne bien, puisqu'il est bondé » ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Monsieur le Premier ministre, personne ne conteste la nécessité de mieux répartir les rythmes éducatifs. (« Ah ! » sur les bancs du groupe SRC.) Toutefois, je vous demande solennellement de cesser vos expériences sur nos enfants (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), de reprendre la concertation, de revoir votre copie et de méditer cette phrase : « Mieux vaut la fin d'une catastrophe qu'une catastrophe sans fin ». (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC ; applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Vincent Peillon, *ministre de l'éducation nationale*. Madame la députée, les expériences hasardeuses sur les enfants, c'est vous qui les avez conduites ! Comme l'ont montré les évaluations qui ont été menées, le niveau scolaire des enfants de France n'a cessé de baisser depuis dix ans, et les inégalités n'ont cessé de s'accroître ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Face à cette situation, le diagnostic a été établi aussi par votre majorité, notamment par le ministre sortant et le député Xavier Breton, et les lignes d'une réforme censée être consensuelle ont été tracées.

Un député du groupe UMP . Arrêtez un peu de parler des autres ! Assumez !

M. Vincent Peillon, *ministre*. Il s'agissait, en particulier, du retour à la semaine de quatre jours et demi – étant précisé que c'est vous qui avez enlevé à tous les enfants de France deux heures de classe et une demi-journée, aboutissant à une situation unique au monde ! Nous avons donc décidé de mettre en œuvre une réforme permettant de mieux répartir le temps scolaire en étalant les apprentissages fondamentaux sur cinq demi-journées le matin (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) C'est déjà fait dans certaines villes, notamment à Paris – je salue le travail qui y a été fait –, où les élèves bénéficient déjà d'un meilleur temps scolaire

Par ailleurs – et c'est aussi une réponse à M. Copé –, pour la première fois dans l'histoire de notre République, alors que les inégalités du temps périscolaire allaient d'un à dix, de l'argent d'État est consacré à organiser ces activités. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Paris a pu en profiter, de même que Meaux...

M. Jean-François Copé. C'est faux !

M. Vincent Peillon, *ministre*. ...et nous avons ainsi à la fois un meilleur temps scolaire et un meilleur temps périscolaire.

Mais pour mettre en œuvre cette grande réforme, il faut partager des valeurs. Les valeurs que nous portons, ce sont celles, non de l'électoratisme à courte vue, de l'émotion, ou de l'attisement des peurs – qui, d'ailleurs, ne vous profiteront pas, mais à un autre parti – ; ce sont celles du véritable courage, du progrès, de la justice, de l'instruction et de l'intérêt de tous les enfants. Puisque vous avez dit vous-mêmes que vous ne reviendriez pas sur cette réforme, aidez-nous à la réussir le mieux possible ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Nathalie Kosciusko-Morizet](#)

Circonscription : Essonne (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1136

Rubrique : Enseignement maternel et primaire

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 octobre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 octobre 2013](#)